



Confiné-e-s mais en lutte

La journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs n'aura jamais été autant d'actualité que cette année. Alors que nous assistons à un retour en grâce des oubliés (soignants, caissières, livreurs, agents des services publics...) qui font – également en temps normal – tourner la machine, comment ne pas dénoncer l'absurdité d'une situation tellement prévisible ?

Après des décennies de dérives et de dérégulations – toujours plus importantes mais jamais remises en cause – du capitalisme néolibéral, la pandémie est un révélateur imparable de l'impasse économique, sociale et démocratique dans laquelle nous nous trouvons. Et surtout de l'urgence à trouver de nouvelles solutions et à imaginer le monde de demain.

Ce 1er-Mai, nous fêterons d'abord les travailleuses et les travailleurs qui ont continué leur mission au péril de leur vie. Très souvent sans protection suffisante, à cause de l'incurie des pouvoirs publics mais surtout à cause d'une logique libérale mortifère de gestion de la question sanitaire.

Quelle ironie du sort ! Il aura fallu une pandémie pour que tous ces métiers – du soignant à l'éboueur, de la caissière au livreur, du postier au salarié de l'agro-alimentaire... – se retrouvent en haut de l'affiche, alors qu'ils avaient complètement disparu de la scène. On peut espérer que ce soit bientôt le tour des enseignants... Pour tous ceux-là, que chaque soir la population applaudit aux fenêtres, la considération qu'ils méritent devra prendre des formes très concrètes : revalorisation des carrières, des salaires...

Pour l'instant, il n'y a malheureusement pas de surprises. Les vieilles recettes demeurent, malgré les discours multiples et variés de contrition et d'assurance d'un changement prochain. L'Etat vole au secours des entreprises, les milliardaires et puissances financières préparent le dégraissage de l'après... Ou comment les salariés vont payer une nouvelle fois et pour longtemps les effets d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Chez les journalistes aussi, certains ont été contraints à travailler dans des conditions de sécurité anormales, notamment pour couvrir le premier tour des élections municipales. Dans la presse et les médias, largement aux mains des grands groupes industriels et financiers, quel sera le paysage de l'après-crise ? A quelles nouvelles concentrations et fermetures de titres devons-nous nous attendre ? Alors que ces grands groupes continuent de jouer leur partie de poker menteur concernant Presstalis, les salariés sont au travail et permettent la réalisation, l'impression et la distribution des titres. Ce jeu dangereux des éditeurs ne fera que des perdants : les journalistes, le pluralisme et la diversité des idées.

Le SNJ-CGT appelle le ministère de la Culture à intervenir pour qu'un système unique de distribution de la presse puisse être sauvegardé. Il lui demande aussi de pousser les patrons de la presse et des médias à appliquer totalement le décret concernant l'activité partielle des journalistes pigistes. Dans de trop nombreuses entreprises, ce n'est pas le cas. La volonté des employeurs de laisser des salariés – journalistes pigistes en l'occurrence – sur le bord du chemin est scandaleuse et inacceptable.

Montreuil, le 30 avril 2020